

<https://enseignants.se-unesa.org/JOP-polemique-la-seule-realite-de-l-Ecole-c-est-qu-elle-ne-peut-attendre>



JOP, polémique : la seule réalité de l'Ecole c'est qu'elle ne peut attendre !

- Fil d'actu -

Publication date: mardi 16 janvier 2024

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Reçu ce lundi 15 janvier par Amélie Oudéa-Castéra au sein d'une délégation Unsa-Éducation, le SE-Unsa a entendu des excuses de la ministre après ses premiers propos publics choquants avant de concentrer ses échanges sur l'urgence de l'attractivité et des moyens.

Pour le SE-Unsa, l'École publique mérite autre chose qu'être à nouveau au cœur de polémiques. Elle ne peut pas non plus passer après des enjeux olympiques. Les personnels et les élèves attendent des réponses essentielles pour mieux exercer et mieux apprendre !

L'École nécessite un pilote solide et pleinement engagé

Cette première rencontre avec la nouvelle ministre a d'abord été l'occasion de dénoncer la situation délétère dans laquelle ses propos dénigrants avaient plongé l'École publique alors que l'urgence réside dans l'installation d'un dialogue et d'un climat les plus sereins possible.

Pour le SE-Unsa, il y a urgence pour la ministre à répondre aux attentes fortes des personnels au regard de la réalité de leurs difficultés de métier quotidiennes, cela exige de s'engager sur deux points.

- Sans remettre en question l'enjeu des JOP 2024 pour tout le pays, l'École ne doit pas passer après leur organisation dans les préoccupations de la ministre.
- Sans effacer ni sous-estimer le mal fait à l'École à travers des mots inacceptables sur ses manques, l'École ne doit pas pâtir davantage d'une polémique déjà trop installée, alimentée, et doit redevenir le sujet numéro un de la rue de Grenelle.

Le SE-Unsa exige de la ministre qu'elle s'empare dès aujourd'hui des sujets complexes de l'École pour être en capacité de prendre les décisions sans retard et sans tutelle, qu'elle soit à la hauteur des enjeux pour savoir convaincre chaque fois qu'il faudra obtenir des moyens et des arbitrages.

Le SE-Unsa veillera à ce que la ministre témoigne concrètement et par des actes son attachement à l'École publique et laïque, la seule École de tous et pour tous !

L'École nécessite des réponses urgentes à ses crises

En ce qui concerne la feuille de route présidentielle pour laquelle la ministre Oudéa-Castéra est la quatrième à s'engager, le SE-Unsa redit son opposition et notamment au projet *Choc des savoirs*. Aucun des piliers soutenus par la ministre lors de la rencontre n'a de sens ni de cohérence pour répondre aux maux de l'École aujourd'hui.

Au renforcement de l'autorité, le SE-Unsa préfère le respect et en premier lieu de la part de l'institution envers ses personnels et ses élèves. Ce n'est pas une somme de mesurette tels la fin des correctifs académiques, le renforcement du redoublement, les classes de niveaux, l'uniformisation des manuels ou des tenues vestimentaires - dont la faisabilité et la mise en œuvre questionnent déjà - qui vont changer réellement le quotidien des personnels et des élèves. Mais c'est bien par une entrée dans le métier plus tôt et plus accompagnée, par une revalorisation des rémunérations et des carrières, par une vraie formation continue adaptée et sur temps de service et par un renforcement des moyens pour accueillir et accompagner la difficulté des élèves (Rased, personnels médico-sociaux...) que les conditions d'exercice seront plus respectueuses des personnels et les conditions d'apprentissage plus respectueuses des élèves.

Si le SE-Unsa partage donc la priorité rappelée par la ministre sur l'enjeu de régénérer le métier *via* les leviers d'attractivité, il veillera surtout à ce que l'agenda des mesures annoncé par G. Attal il y a quelques mois soit tenu et que les décisions soient à la hauteur des attentes des personnels. Il en est de même avec la nécessité de faire un bilan du *Pacte* avant toute poursuite d'un dispositif qui exclut trop de personnels, désorganise les équipes et ne

résout en rien la problématique du remplacement.

Quant à l'épanouissement républicain prôné par le président de la République et le Premier ministre et rappelé par la ministre lors de notre rencontre, le SE-Unsa alerte à nouveau sur l'absence d'intérêt et même le leurre à clamer et édicter des valeurs sans se donner les moyens de les faire vivre, comprendre et apprécier. Lutter contre le harcèlement entre élèves ou contre les atteintes à la laïcité ne relève ni de l'injonction ni du mode d'emploi. Il faut une volonté politique forte, des moyens humains, une formation des personnels et un soutien sans faille de l'institution.

De même, ne pas se tromper de priorité ou d'urgence c'est avoir bien conscience des problématiques de santé réelles des personnels et des élèves, notamment leur santé mentale, ainsi que de territoires très en difficulté tels Mayotte ou la Guyane.